



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

---











**Maintenance et dépannage du système  
d'assainissement Vacuport - Gare d'eau de Lomme**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

37, rue du Plat  
BP 725  
59034 LILLE Cedex

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maintenance et dépannage du système d'assainissement Vacuport - Gare d'eau de Lomme
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	12 mois, renouvelable 3 fois
	<b>Reconduction</b>	Tacitement, 3 fois
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## Table des matières

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Localisation et caractéristiques du système (cf annexe 1) .....	5
1.6 - Relations avec les riverains.....	8
1.7 - Règles régissant l'entretien et les contrôles .....	8
1.8 - Description des prestations à réaliser.....	9
2 - Pièces contractuelles .....	11
3 - Durée et délais d'exécution .....	12
4 - Prix .....	12
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	12
4.2 - Modalités de variation des prix.....	12
5 - Garanties Financières.....	12
6 - Avance .....	13
6.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	13
6.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
7 - Modalités de règlement des comptes .....	14
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	14
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	14
7.3 - Délai global de paiement .....	14
7.4 - Paiement des cotraitants.....	14
7.5 - Paiement des sous-traitants .....	14
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
9 - Développement durable et insertion sociale .....	15
10 - Maintenance .....	18
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	18
12 - Pénalités .....	18
12.1 - Pénalités de retard .....	18
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	19
12.3 - Autres pénalités spécifiques.....	19
13 - Assurances .....	20
14 - Résiliation du contrat .....	20
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	20
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
16 - Dérogations .....	21

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Le présent cahier des charges a pour objet de définir l'ensemble des moyens techniques, humains et organisationnels qui seront mis en place par le Prestataire pour réaliser les opérations de maintenance nécessaires à l'entretien du système d'assainissement de la Gare fluviale de Lille Lomme.

Cette installation fonctionne par aspiration Vacuport et est mise à disposition des bateaux stationnaires situés sur la jetée de la gare d'eau de Lomme – quai de l'ouest - 59160 Lille.

Les équipements de ce système sont les suivants :

- Station d'aspiration des effluents ;
- Réseau d'aspiration ;
- 20 regards de collecte comprenant le réservoir, les sondes, la vanne motorisée, et l'électronique, y compris système de communication IOLINK.

Cet accord-cadre, d'une durée de 12 mois renouvelable 3 fois, fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Le présent marché porte sur la maintenance de l'ensemble du système d'assainissement et des équipements électriques dans la station y compris matériel de télésurveillance. Le prestataire doit être capable d'effectuer une analyse et un diagnostic complet de l'installation.

Toutes les prestations de services, de maintenance, de réparations, de modification, doivent qualitativement répondre aux exigences des règlements d'assainissement ainsi qu'aux normes techniques relatives aux installations électriques, courants forts, courants faibles en vigueur et aux réseaux d'assainissement.

Toute intervention sur les installations ne pourra se faire qu'après accord écrit ou verbal du pouvoir adjudicateur et notamment pour l'autorisation d'arrêt d'une des lignes d'assainissement.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum figure à l'article 4 de l'acte d'engagement du marché.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

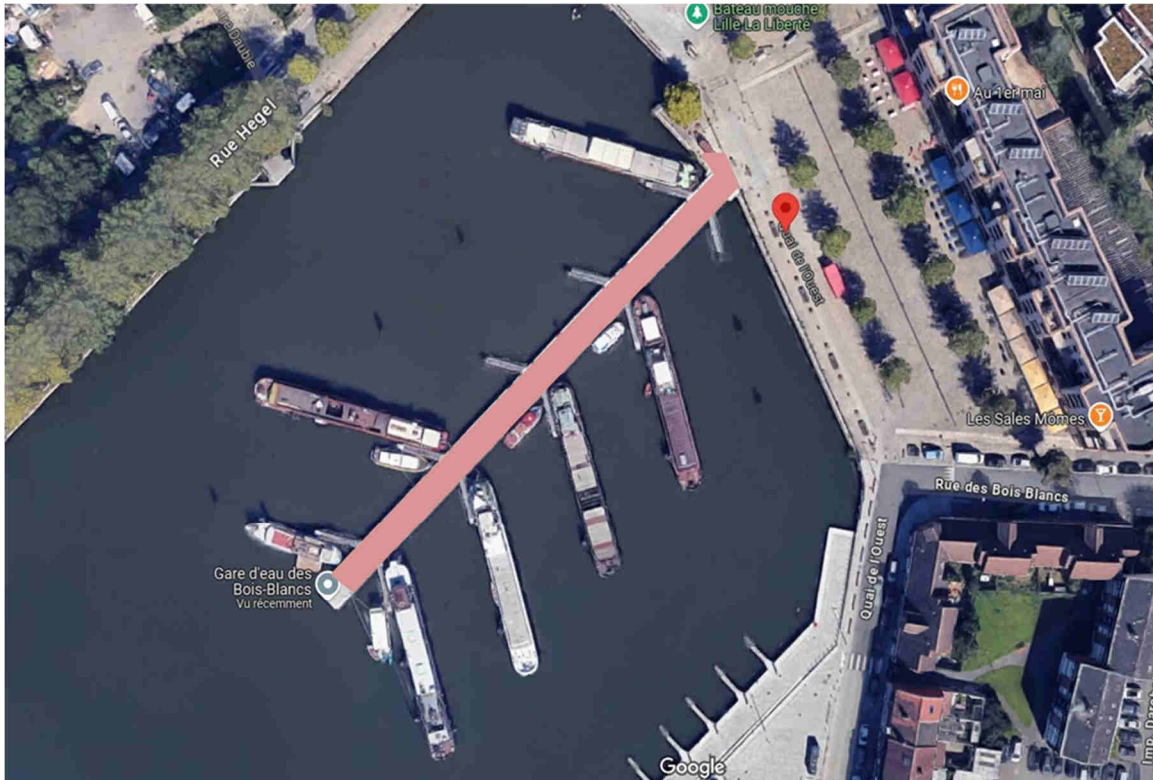
Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

- les délais de réalisation (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

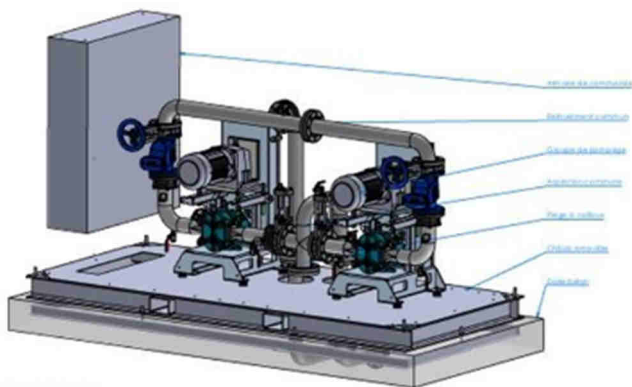
### 1.5 - Localisation et caractéristiques du système (cf annexe 1)



L'installation de ce nouvel équipement a été réalisée en septembre 2023. La mise en service définitive n'a pas encore eu lieu mais une vérification de l'état des différents organes a été effectuée en septembre 2024. La mise en service sera précédée de nouveaux tests permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

Le réseau est composé d'une centrale aspiro-refoulante en extrémité de quai. Elle est équipée de :

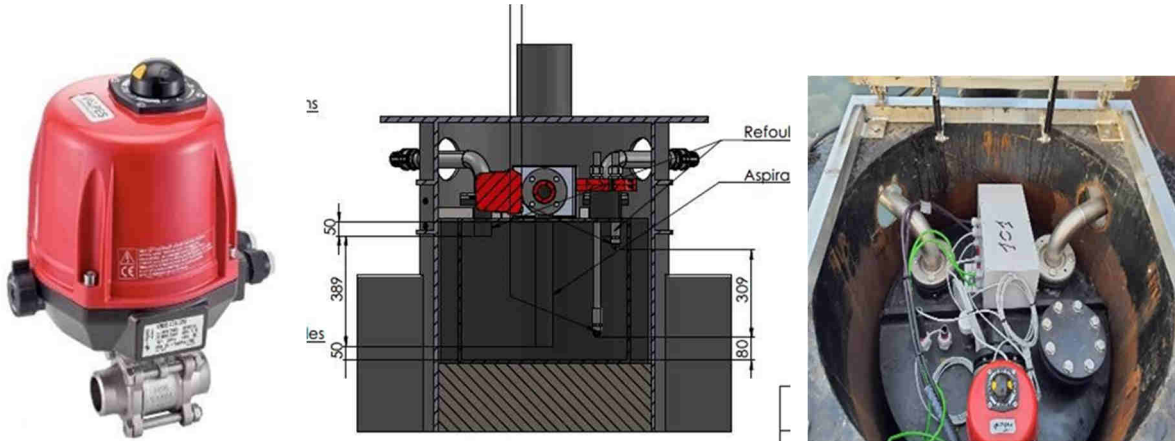
- 2 pompes à lobes (1+1 secours)
- 4 vannes guillottes d'isolement amont et aval des pompes
- 2 clapets à battant en aval des pompes
- 1 armoire de commande
- 1 écran IHM
- 1 sonde de pression (-1 / 10 bars)
- 1 refoulement en PEHD PN10 ø 110



Le réseau de collecte est en PEHD PN10  $\varnothing$  110, il se décompose en deux lignes, sur chaque côté du quai qui se raccordent en sous terrain, juste en amont de la centrale.



Des regards de transfert (10) permettant de collecter le rejet des bornes. Ils sont équipés de vanne à commande électrique raccordée au réseau de collecte.



Un dispositif de télégestion type IO Link permet le pilotage et la remontée d'information des équipements du réseau (vanne, capteur). Il est composé de :

- Un câble alimentation en 230 v
- Un câble communication Profinet
- Une boîte de télégestion au niveau de chaque vanne de transfert, installé dans les bornes de raccordement avec :
  - o Un transformateur 230 v AC / 24 v DC
  - o Un master (maitre IO Link) de marque IFM de type AL1373
  - o Un connecteur pour la commande de la vanne
  - o Un connecteur pour les fins de course de la vanne
  - o Un connecteur pour chaque sonde de niveau (niveau haut et niveau bas)
- Dans chaque regard de transfert :
  - o Un capteur de niveau haut
  - o Un capteur de niveau bas

Chaque ligne se raccorde sur la centrale aspiro refoulante en extrémité de quai. Chacune est composée de :

- 1 ligne de vide en PEHD  $\varnothing$  90
- 5 regards de transfert
- 10 raccords de bateau

Un refoulement sort de la station, en PEHD 90 vers le réseau de collecte des eaux usées de la ville.





Préalablement à la remise des offres, les entreprises candidates sont réputées avoir procédé à une visite de site leur permettant de prendre connaissance des lieux et de leur état. Un certificat de visite sera signé lors de la visite et sera à joindre aux pièces du marché.

En aucun cas il ne sera admis, pour la suite, de frais supplémentaires qui pourraient résulter d'une méconnaissance du lieu.

## 1.6 - Relations avec les riverains

L'opération se déroule sur des voies ouvertes au public et à proximité d'habitations et d'activités commerciales.

Les voiries et réseaux existants devront rester opérationnels pendant toute la durée des interventions.

De ce fait, l'entreprise prendra en compte toutes les sujétions qui découlent des contraintes propres au projet, notamment le maintien des accès aux habitations et commerces existants.

Lors de ses interventions en pieds de construction, l'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour ne pas risquer d'endommager les ouvrages.

En cas d'arrêt temporaire de l'installation lors des opérations de maintenance, il conviendra d'informer au préalable l'association des riverains.

## 1.7 - Règles régissant l'entretien et les contrôles

Après chaque entretien et/ou vérification :



- Les opérations réalisées sont inscrites sur un document type « main courante » attaché au local "centrale de vide" retraçant les opérations effectuées sur les installations et linéaires et font l'objet d'un envoi par messagerie au pouvoir adjudicateur.
- Un constat de fin de prestations sous forme d'un rapport de visite est établi et remis au pouvoir adjudicateur. Ce document attestant du service fait, déclenchera la facturation des prestations. Il pourra proposer d'effectuer des travaux supplémentaires de remise en état ou en conformité de l'installation.

## 1.8 - Description des prestations à réaliser

Préalablement à la réalisation des prestations de maintenance, le prestataire titulaire du présent marché devra se former auprès de la société conceptrice du système. Cette dernière interviendra sur site pour la remise en service du système. La formation se fera à cette occasion, pour une durée maximum d'une journée.

Par la suite, le titulaire sera réputé avoir été formé et devra faire en sorte de conserver le savoir-faire acquis.

### 1.8.1 – MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Les prestations de maintenance préventive se décomposent comme suit :

- Visite mensuelle ;
- Entretien bi-annuel ;
- Surveillance à distance de l'installation ;
- Mise à disposition d'un service d'astreinte.

Les prestations suivantes devront être réalisées :

- **Visite mensuelle** permettant de contrôler le fonctionnement de chacun des éléments suivants :
  - Armoire électrique, comprenant la vérification du bon fonctionnement de chaque organe
  - Pompes (absence cavitation, pas de prise d'ampérage anormal)
  - Prise d'ampérage de chaque pompe
  - Commande vers chaque réservoir
  - Vannes
  - Clapets
  - Bâches
  - Vannes motorisées
  - Nettoyage des capteurs de position
  - Remplacement du petit matériel défectueux (voyants, boutons poussoirs, commutateurs)

- **Entretien bi-annuel**

Sur les réservoirs :

- Etalonnage de la valeur des capteurs de niveau
- Contrôle du fonctionnement du système IOLINK
- Ouverture des regards complets pour inspection
- Contrôle de l'état des flexibles et supportages
- Réalisation d'au moins deux essais de pompage
- Contrôle de la prise d'ampérage des vannes motorisées et démontage si nécessaire
- Hydrocurage de tous les réservoirs : nettoyage complet par hydrocurage et aspiration. Les matières de vidange et graisses seront évacuées en centre de traitement agréé

Sur la station :

- Thermographie de l'armoire électrique interne
- Contrôle des archivages sur l'IHM
- Démontage des lobes des pompes, inspection de la volute et des lobes, nettoyage et remontage
- Contrôle de l'isolement de chaque phase de chaque moteur de pompe
- Vidange de l'huile moteur et renouvellement
- Contrôle de l'état des clapets et démontage si nécessaire
- Contrôle des sondes 4-20 mA et réétalonnage si nécessaire
- Nettoyage complet de l'armoire et structure
- Réalisation d'essais de performances

• **Surveillance à distance de l'installation**

Ce système devra comprendre :

- Un abonnement téléphonique pour une carte sim machine to machine
- La mise à disposition d'un VPN type SG4000 indispensable au transit des données entre le système de télésurveillance local et le superviseur
- La mise à disposition d'un superviseur de type PCWIN 2

• **Mise à disposition d'un service d'astreinte**

- Une personne disponible 24h/24 et 7j/7 pour réception des appels du pouvoir adjudicateur et gestion des alarmes de télésurveillance pour analyse technique et décision de l'envoi d'un intervenant sur place.
- Un électrotechnicien disponible 24h/24 et 7j/7 pour se rendre sur site sous 4h pour effectuer un dépannage.

Le prestataire établira le planning annuel des interventions qu'il transmettra au pouvoir adjudicateur avant le 1er janvier de chaque année. Pour la 1ere année du marché, un planning sera produit dans le mois suivant la notification.

**1.8.2 – MAINTENANCE CURATIVE (dépannages)**

Les prestations de maintenance curative interviendront suite à un dysfonctionnement signalé par VNF ou via le système d'alerte de l'installation.

Pour un dysfonctionnement bloquant (urgent) pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens

- Défaut d'alimentation électrique
- Défaut des **deux** pompes,
- Défaut des commandes,
- Indisponibilité **complète** de l'armoire de commande
- Absence du fonctionnement automatique de l'installation (y compris en mode dégradé)
- Vanne bloquée fermée

Ces dysfonctionnements auraient comme conséquences le débordement et une surpression dans la cuve.

- Rupture complète d'une canalisation

Ce "dysfonctionnement" aurait comme conséquence une pollution du milieu naturel due à la fuite.

Dans ces cas, le prestataire est autorisé à se rendre sur place et devra intervenir sous 24h maximum pour mettre en sécurité les installations et corriger le défaut. Dans le cas où l'intervention résulte d'une alarme du système de surveillance, le prestataire contacte VNF rapidement pour signaler l'intervention.

Pour un dysfonctionnement non urgent (défaut d'une pompe, fuite sur un raccord, vanne qui ferme mal, clapet fuyard ou dysfonctionnement non repris dans les "dysfonctionnements bloquants"), les interventions se dérouleront du lundi au vendredi sur les heures ouvrables (8h-18h). Dans le cas où l'intervention résulte d'une alarme du système de surveillance, le prestataire contacte VNF pour informer du dysfonctionnement et valider la commande. Le délai d'intervention peut être porté à 48h dans ce cas.

Un délai supplémentaire de 48 heures peut être accordé si la réparation sur site nécessite des pièces devant être commandées. Le justificatif de réception des pièces pourra être demandé à l'entreprise pour vérification.

Dans le cas d'un dysfonctionnement signalé par le pouvoir adjudicateur (courriel ou téléphone), l'entreprise doit accuser réception de la demande. Cet accusé-réception déclenchera le délai d'intervention. Si l'accusé de réception n'est pas parvenu dans les 6h00, ou que le titulaire n'accuse pas réception (compris dans les horaires de bureau de 8h00 à 17h00), il sera pris en compte la date et l'heure d'envoi du courriel de demande comme point de départ du délai d'intervention. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Un stock de pièces de rechange doit être constitué afin de pouvoir dépanner rapidement les pannes les plus fréquentes. Lors d'une intervention, le technicien doit, a minima, être en possession des pièces suivantes : 2 sondes, 1 vanne motorisée, un jeu de lobes pour les pompes, de l'huile.

### **1.8.3 – FOURNITURE D'UN RAPPORT**

Chaque visite (programmée ou non) donnera lieu à l'établissement d'un rapport de visite détaillé mentionnant impérativement les éléments ci-après décrits. Le rapport de visite sera transmis au pouvoir adjudicateur, le service Développement de la voie d'eau de la Direction territoriale NPDC par mail ([sdve.dt-npdc@vnf.fr](mailto:sdve.dt-npdc@vnf.fr)). Ces éléments sont :

- La date et la durée de visite,
- Le ou les équipement(s) visité(s),
- Le nom du (ou des) technicien(s),
- Les travaux effectués,
- Les matériels / fournitures remplacés,
- Les anomalies constatées et les interventions nécessaires pour y remédier, notamment les interventions indispensables pour assurer le bon fonctionnement de l'installation,
- Les commentaires ou remarques éventuels de l'occupant des lieux raccordés à la borne (bateau stationnaire).

Ce rapport sera accompagné, si besoin, d'une estimation des éventuels travaux à réaliser.

Ces informations devront également figurer sur un document type main-courante qui restera à demeure dans la station.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ;

### 3 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/12/2025.

L'accord-cadre est conclu pour une durée 12 mois renouvelable tacitement 3 fois sans pouvoir dépasser 4 ans.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord-cadre majorée de 3 mois.

### 4 - Prix

#### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 07/2025 ; ce mois est appelé ' mois zéro '.

Les prix de l'accord-cadre sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po [0,2 + 0,8 (Im/Io)]$$

dans laquelle

**P** = prix révisé

**Po** = prix fixé dans l'offre du titulaire

**Io** = valeur de l'indice du coût du travail - Salaires et charges - Tertiaire – **Identifiant 010599835** en vigueur au mois d'établissement des prix

**Im** = valeur de l'indice du coût du travail - Salaires et charges - Tertiaire – **Identifiant 010599835** à la date de la révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

#### Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire. Le titulaire transmet à l'acheteur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, au moins un mois avant la date anniversaire de l'accord cadre les éléments de révision. En l'absence de réception de propositions sur la révision des prix à la date anniversaire de l'accord cadre ceux-ci sont maintenus pour un an jusqu'à la date anniversaire suivante.

L'acheteur dispose de 8 jours calendaires après réception pour en vérifier et valider les éléments de calcul.

### 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

## 6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 15,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 15,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 8 ci-dessous compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

### 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100026
- Code service : 31

### 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande envoyé de manière dématérialisée dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur (PLACE)

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, d'un bon de commande, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

## Conflit d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires permettant de prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant l'exécution du présent marché doit être signalé sans délai et par écrit au maître d'ouvrage. Le titulaire doit prendre immédiatement toute(s) mesure(s) nécessaire(s) pour y mettre fin et en informe le maître d'ouvrage.

## **9 - Développement durable et insertion sociale**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Conformément aux dispositions de l'article 20.4 du CGAG, le titulaire est responsable de la valorisation ou l'éliminations des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il est chargé de la collecte, du transport, de l'entreposage, du tri et de l'évacuation de déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire a également l'obligation de produire, sur demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité des déchets.

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail sur avis motivé des structures précisant les difficultés d'insertion professionnelle.
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

Considération sociale :

Afin d'exécuter la considération sociale inscrite au présent marché, le titulaire peut librement choisir la modalité de réalisation qui lui semble la plus pertinente parmi les deux propositions suivantes :

1° Modalité : « Action découverte des métiers »



L'entreprise titulaire s'engage à organiser ou à participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pouvant se décliner de plusieurs manières :

- Visite d'entreprise
- Rencontre entreprise / demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action.

Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement...

## 2 ° Modalité : « Immersion en entreprise »

Cette action vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un demandeur d'emploi jeunes ou adultes dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures ou 70 heures. Convention avec le Service Public de l'emploi

Les offres de stage seront obligatoirement communiquées à la structure facilitatrice. Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : convention PMSMP et bilan du stage.

## 2. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, VNF a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

**Mission Emploi Lys-Tourcoing**  
**85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing**  
**Contact : M. Hugo VANDAMME**  
**03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40**  
**hvandamme@lamelt.fr**

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour VNF
- Faciliter les relations entre VNF, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

## 3. Modalités de contrôle

### 3.1 Dispositions générales

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 3.5 du présent CCP.

### 3.2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer VNF et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, VNF peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai VNF et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

### 3.3 Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCP, VNF applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

### 3.4 Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

### 3.5 Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées.

- Absence au rendez-vous fixé par VNF autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : 50 € forfaitaire.
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause : 50 € forfaitaire
- En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de (60 €) par heure non réalisée.

### 4. L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

### 5. Dérogations au CCAG (selon la nature des marchés) :

- L'article 1.C.1 (définissant les critères d'éligibilités aux clauses sociales) du présent CCAP déroge à l'article 16.1.1.1 du CCAG-Fournitures Courantes et Services;
- L'article 1.C.1 (définissant les critères d'éligibilités aux clauses sociales) du présent CCAP déroge à l'article 16.1.1.2 du CCAG- Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 1.C.3.5 (relatif aux pénalités) du présent CCAP déroge à l'article 16.1.5 du CCAG- Fournitures Courantes et Services ;

## 10 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 12 mois à compter du lundi 1<sup>er</sup> décembre 2025. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

## 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 12 - Pénalités

### 12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 30,00 €.

#### Pénalités pour retard pour les visites de maintenance préventive

Les pénalités pour retard seront mises en œuvre en cas de non-respect de la date fixée pour la maintenance préventive. De fait, si l'intervention ne peut intervenir aux dates fixées d'un commun accord, le titulaire devra

avertir le pouvoir adjudicateur 8 jours au préalable et fixer une autre date pour ne pas appliquer les pénalités du présent article.

Si cette nouvelle date n'est pas respectée les pénalités s'appliqueront automatiquement.

Si le titulaire ne peut intervenir pour des raisons liées au pouvoir adjudicateur, une nouvelle date sera convenue entre les deux parties et aucune pénalité ne s'appliquera.

Le montant de la pénalité relative à un retard pour les visites de maintenance préventive sera de 30 euros par 24 heures.

### **Pénalités pour retard d'intervention pour la remise en état du système d'assainissement (maintenance curative)**

Les pénalités pour retard d'intervention pour la remise en état du système d'assainissement seront mises en œuvre en cas de non-respect du délai maximum d'intervention (48 heures en jours ouvrés ou 24h pour les interventions urgentes). Le départ du délai sera celui de l'accusé de réception de la demande ou de la demande du pouvoir adjudicateur.

Une pénalité de retard dans la réalisation de la réparation de 30 euros par 24 heures s'appliquera de droit sans aucune démarche de la part du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **12.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 300,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **12.3 - Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat	Journalière	30,00 €	<p>Non transmission dans les délais des rapports d'intervention bi-annuels (le titulaire du marché doit remettre les rapports, au pouvoir adjudicateur dans les dix (10) jours ouvrables).</p> <p>Non transmission dans les délais des rapports d'intervention pour intervention curative urgente ou non urgente (le titulaire du marché doit remettre un compte-rendu d'intervention pour chaque demande d'intervention, au pouvoir adjudicateur dans les sept (7) jours ouvrables).</p> <p>Les pénalités s'appliquent par jour de retard et sont cumulables entre elles.</p>

Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Journalière	200,00 €	En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions, une pénalité journalière de 200 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Journalière	150,00 €	Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur.  En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.
Défaut d'information de l'acheteur	Journalière	50,00 €	Une pénalité par intervention sur site, non signalée, sera appliquée.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 - Dérogations

- L'article 8 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services